

La Patrie a-t-elle encore un avenir ?



Patrie, patriotisme, patriotes, on croyait ces mots dépassés. C'était oublier que l'Histoire est un éternel recommencement ... sous d'autres formes naturellement.

Avec Michel
Fize

Les patriotes sont ainsi de retour, et ce, par la volonté de Florian Philippot, ex-numéro 2 du FN. L'été dernier naissait, on s'en souvient, le « mouvement-parti » dénommé justement « Les Patriotes ». Ainsi ce joli mot de « patriote », oubliant son lustre perdu, reprend-il place dans notre vie publique.

Patrie, patriotisme, patriote, c'est la trilogie apparue en 1789. Dans la rue, l'on reconnaît aisément les patriotes : ils portent la culotte de drap marron et la carmagnole rouge. C'est pourtant à la guerre, par leurs faits d'armes, que les patriotes vont se distinguer vraiment. En juillet 1792, l'Assemblée du peuple décrète « la Patrie en danger ». Aussitôt des milliers de Français âgés d'au-moins 16 ans se précipitent pour s'enrôler dans les armées de la République, en guerre, depuis le mois d'avril, contre l'Autriche. Tous veulent mourir pour « la défense de la Patrie ». Ils le font au son de La Marseillaise qui, dès le premier couplet, en appelle aux « Enfants de la Patrie ». Des milliers d'entre eux vont tomber au champ d'honneur. On dira alors qu'ils ont bien « mérité de la patrie ».

On l'aura compris, le patriote est d'abord un homme en armes. C'est le nom du reste que se donnaient déjà les révoltés américains, en 1776. Dès lors, l'Histoire, à cadences régulières, va se remplir de patriotes. Les « poilus » de 1914-1918 sont des patriotes, les bolcheviks de Lénine aussi qui, en 1917-1918, face à l'impérialisme allemand, en appellent à « la défense de la patrie socialiste ». Et puis il y a les républicains espagnols en 1936-1938, les Résistants durant l'Occupation de la France : tous des patriotes. Tous se lèvent, comme la jeune république française en 1792, ou la toute nouvelle « république des Soviets », en 1917, pour « défendre la Patrie en danger ». C'est donc, répétons-le, dans un contexte de guerre que s'exprime d'abord le patriotisme.

Ce premier caractère du patriotisme explique le second. Le patriotisme est un mot « fédérateur », au contraire du nationalisme, qui a toujours été un mot « diviseur », classé tour à tour à gauche (sous la Révolution) et à droite (durant l'Entre-deux-Guerres). Le patriote donc, au contraire du nationaliste, n'est ni de droite ni de gauche (on ne parle pas du reste de « patriotiste »), ou plus exactement il est de droite et de gauche. Il y a des patriotes partout en effet. Jaurès est un patriote socialiste, tout comme Lénine, Maurras un patriote nationaliste, tout comme De Gaulle, Marchais un patriote communiste. En 1945, la CGT se présente même comme un syndicat en lutte contre les « trusts sans patrie », tout en reconnaissant malgré tout qu'il puisse y avoir des « patrons patriotes ». Et l'on sait combien le général de Gaulle était attaché à « l'Europe des patries ».

A la mort du fondateur de la Vème République, et avec l'essor de la construction européenne, le mot de « patrie » va perdre peu à peu de sa force sémantique structurante. Les mots de « nation » et de « souveraineté » sont désormais utilisés par celles et ceux qui ne veulent pas d'une Europe fédérale par exemple. On parle à présent de « souverainistes », ceux-ci pouvant se situer tant à droite, avec Charles Pasqua, qu'à gauche avec Jean-Pierre Chevènement.

Aujourd'hui plus aucun homme politique ne parle de « Patrie », et seuls nos chefs de l'Etat, à l'occasion d'allocutions télévisées, s'adressent encore parfois aux Français, en usant d'un « Mes chers compatriotes » pour ouvrir leur discours.

Non-usité, le mot « patriote » n'a en tout cas plus la connotation d'« extrême-droite » qu'il pouvait encore avoir au temps de Paul Déroulède. Autrement dit, ce n'est plus un vocable répulsif. Reste à savoir si, par l'initiative de Florian Philippot, il réussira à retrouver sa vertu fédératrice d'antan (qui suppose tout de même l'adhésion à quelque « union sacrée »). Rien n'est moins sûr.

L'idée de rétablir une totale « souveraineté économique », clive bel et bien dans l'optique de ce rassemblement trans-partisan tenté, après beaucoup d'autres dirigeants politiques, par le leader des « Patriotes ». Car, à l'évidence, un « patriote économique » est un « anti-européen » assumé.

Ainsi, de fédérateur qu'il était à l'origine, le terme « patriote » devient-il un terme d'opposition. Le « patriotisme économique » est sans conteste un « nationalisme économique ». Néanmoins, si l'on considère que les « pro » et les « anti » européens » se rencontrent aujourd'hui dans chaque camp, aussi bien à gauche qu'à droite, toute perspective de rassemblement des « patriotes de gauche » et des « patriotes de droite » n'est pas à exclure à l'avenir.